LETTRE N°36 DU CESER AUVERGNE RHONE ALPES

OCTOBRE 2026

Contribution du CESER : L'internationalisation de l'enseignement supérieur et de la recherche

Contexte
Face aux difficultés multiples pour accueillir des étudiants et enseignants étrangers, le Ceser fait des propositions pour faciliter et renforcer les échanges.

Expression de la Cgt, la Cfdt, la Fsu et Solidaires

Quand on parle d'internationalisation de la recherche, on parle de personnes : des étudiantes et étudiants, des doctorant.es, des enseignant.es chercheurs.

La mobilité internationale est un cercle vertueux. Pour celles et ceux qui en bénéficient, c'est une opportunité de développement professionnel et personnel. Pour notre territoire, c'est un moteur d'attractivité.

Concrètement, cela signifie :

- Une meilleure recherche ;
- Plus d'innovation ;
- Une économie régionale qui trouve des partenaires capables de répondre à ses besoins en compétences et en R&D.

La recherche n'a pas de frontière ! Sans échange entre pays et entre étudiants, elle perd en richesse et en pertinence. Nos filières d'excellence – santé, microélectronique, intelligence artificielle, hydrogène, matériaux durables – tout comme d'en d'autres domaines – mathématiques, sciences humaines, physique, agronomie – ont besoin de cette alliance entre formation, recherche et entreprise.

Accueillir des étudiantes et des étudiants étrangers n'est pas seulement ouvrir les portes de nos amphithéâtres. C'est leur offrir un cadre de vie digne de leurs ambitions : logement, transports, accompagnement administratif, vie culturelle, intégration sociale. Si nous voulons qu'ils parlent de nous en bien, commençons par bien les accueillir.

Il serait irresponsable de lire ce rapport sans regarder la réalité politique nationale et régionale.

Que ce soit au niveau national comme régional, plusieurs signaux sont préoccupants :

- Le gouvernement a annoncé, début 2026, vouloir, je cite « renforcer la sélectivité des étudiants étrangers »,
- Le budget, à compter du 1er juillet 2026, a supprimé des aides personnelles au logement (APL) pour les étudiants étrangers hors Union européenne qui ne sont pas boursiers
- Le discours politique tend à présenter l'immigration étudiante comme je cite « un canal d'immigration devenu majeur sur lequel nous avons perdu la main »,
- La très hypocrite stratégie « Bienvenue en France », qui vise à faire payer des frais d'inscriptions aux étudiant.es

On demande aux établissements d'être plus attractifs, plus internationaux, mais on leur retire des moyens et on durcit les conditions d'accès pour les publics concernés.

Face à un État qui réduit les aides et durcit les conditions d'accueil des étudiant.es étrangers, quel premier geste, la Région AURA est-elle prête à faire pour que chaque étudiant.e, chaque doctorant.e, chaque enseignant.e-chercheur étranger se disent, en arrivant chez nous : « Ici, on m'attendait vraiment et on m'a bien accueilli » ?

***Membres CGT de la commission** : Patrick Dalmas, Nathalie Geldhof,*

Rappel :

Les conseillers du CESER votent sur les textes du CESER et non pas sur les politiques régionales ou nationales

Considérant l'équilibre global du texte du CESER et la prise en compte de nos remarques, la Cgt a **voté pour**

Lire l'intervention intégrale sur le site internet : www.cgt-aura.org